

Pour cinq djihadistes arrêtés, combien d'autres Lunel en France ?

Une fois encore, le Sud Est de la France semble abriter un "vivier" favorable au jihad. Ainsi, au coeur de l'Herault, plusieurs quartiers du centre ville de Lunel étaient bouclés, [mardi 27 janvier 2015](#) au matin, indique le quotidien le [Midi-Libre](#) qui décrit ce spectaculaire coup de filet qui "aurait été prévu depuis début janvier mais aurait été reporté à cause des attentats à Paris". Les policiers du Raid et du GIGN ont constitué le fer de lance de cette opération anti-jihad dans le centre-ville de Lunel [ce mardi 27 janvier](#) matin à l'aube, investissant la place Rey, la place de la Fruiterie, la rue Marc-Antoine Ménard, la rue Sadi-Carnot. En quelques minutes, cinq personnes, impliquées dans des filières de recrutement vers la Syrie, ont été interpellées dans ces rues du centre ville de Lunel, mais aussi dans deux communes du secteur, Aimargues et Caussiniojouls.

En quelques minutes, les policiers du GIPN ont interpellé cinq logisticiens présumés du jihad.

Ce coup de filet anti-jihadistes a été lancé dès 6 heures ce mardi 27 janvier par le RAID et le GIGN, renforcés par les policiers et gendarmes de l'Hérault. Selon un officier de gendarmerie, joint par téléphone de 27 janvier, mais qui souhaite conserver l'anonymat, "Cinq personnes ont été arrêtées et placées dans la foulée en garde à vue dans le cadre d'une information judiciaire dont sont saisis les magistrats antiterroristes de Paris... Ces jihadistes présumés sont en relation avec des individus, décédés [aujourd'hui](#), partis faire le jihad en Syrie et en Irak. Ils ont été localisés par l'envoi de mandats vers la Syrie...".

Dès 6 h du matin, les policiers s'engouffrent dans les quartiers et s'approchent des objectifs sans bruit.

Nos confrères du journal le [Midi-Libre](#) avaient visiblement été avertis de l'opération coup de filet et se trouvaient aux côtés des forces de l'ordre. Selon le quotidien, une habitante aurait été blessée lors de l'intervention des forces de l'ordre dans son appartement.

Une vingtaine de jeunes partis de Lunel ont rallié le jihad en Syrie et en l'Irak

Depuis plusieurs mois, nos enquêtes et reportages ont montré la terrible réalité de ces communes du Sud Est de la France, qui, de l'Ardèche à l'Hérault, des banlieues Lyonnaises aux faubourg de Marseille, servent de base arrière aux pourvoyeurs du jihad et à des terroristes intégristes menant ensuite des opération dans leurs pays d'origine.

Dans une France en plein désarroi, où les manifestations populaires du 18 janvier 2015 pour dénoncer les excès des islamistes intégristes ont été interdites, [où nos paysans se suicident pour échapper aux huissiers](#), dans une France où [des intégristes Egyptiens utilisent le Pays comme base arrière](#), dans une France où les projets de mosquées ou de centres cultuels musulmans intégristes se multiplient, comme à Saint Alban d'Ay (lire [Ardèche : ce qui se cache derrière le projet de centre d'éducation islamique de Saint-Alban-d'Ay](#)), dans une France où les entreprises licencient à tour de bras, où [le groupe Aoste ferme son usine « Calixte » à Boffres en Ardèche](#), dans une France où peu d'entreprises [innovent, créent des emplois et beaucoup disparaissent](#) , dans une France où beaucoup de magistrats découragés diagnostiquent « La fin des juges », à l'image de Marie-Odile Theoleyre dans son [remarquable livre](#), on a l'impression que certains serviteurs de l'Etat, dont les ancêtres se sont illustrés sur les champs de bataille, pour que "vive la France", tentent ici ou là de sauver le Pays réel.

L'exemple de Lunel est criant. Le Préfet Pierre de Bousquet de Florian, ancien directeur de la DST, avait signalé "le danger" dès le 7 janvier 2015.

Commune de l'Hérault de 26.000 habitants, cette ville paisible a vu une vingtaine de jeunes partir pour la Syrie où six d'entre eux, âgés de 18 ans à 30 ans, sont morts depuis octobre. Certains des jihadistes fréquentaient la mosquée Al-Baraka, et le préfet de l'Hérault, Pierre de Bousquet de

Florian, qui fut directeur de la DST (La **Direction de la Surveillance du territoire DST** était un service de renseignements du ministère de l'Intérieur, au sein de la Direction générale de la Police nationale, chargé historiquement du contre-espionnage en France) de septembre 2002 à juin 2007, réputé pour une modération extrême dans ses propos, a lui-même qualifié la mosquée Al-Baraka de "préoccupante", le 7 janvier 2015, en raison "d'un risque d'emprise fondamentaliste".

Samedi un rassemblement avait eu lieu, à l'initiative des politiques locaux, pour changer l'image de la ville.



Des moyens considérables ont été déployés à Lunel pour "sauter" les cinq pourvoyeurs du jihad

Les policiers ont "sauté" 5 hommes âgés de 26 à 44 ans

Tout s'est déroulé très vite à l'aube du 27 janvier, selon un habitant contacté par téléphone et qui explique "Plusieurs voitures banalisées sont arrivées. Des hommes en sont sortis encagoulés et ont défoncé les portes des appartements de l'immeuble... J'ai été menacé. On m'a mis un fusil sur la tempe, et finalement ils ont interpellé le voisin du dessus, Saïd... Un

individu que je ne connaissais pas plus que ça...”.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a confirmé ce spectaculaire coup de filet, au cours d'un point presse, orchestré en fin de matinée, le 27 janvier 2015, avec les médias parisiens accrédités auprès du ministère de l'intérieur. Il a notamment indiqué que “cinq individus arrêtés sont âgés de 26 à 44 ans”, sans préciser les charges exactes pesant à l'encontre des cinq hommes placés en garde à vue.

Selon notre confrère de Midi-Libre François Barrère, “l'opération était prévue de longue date mais avait été repoussée après l'attentat contre Charlie-Hebdo”.

Après cette opération réussie, un certain nombre d'observateurs s'interrogent : “Combien de Lunel en France ?”. Car, dans de nombreux départements, les préfets ne sont pas d'anciens directeurs de la DST...

Francis GRUZELLE
Carte de Presse 55411